

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Février 2006 : n° 41

Le prix de la confiance

Editorial

En présentant ses vœux aux Français, le président de la République les a invités à faire confiance à la France. Il a eu raison, et nous l'approuvons. Nous croyons cependant nécessaire de compléter son propos, en analysant rapidement les raisons des défiances qui affectent trop souvent aujourd'hui notre pays, et en évoquant deux des principaux remèdes qui pourraient être apportés dans l'immédiat à cette situation.

Nous avons déjà signalé, à maintes reprises, dans notre *Lettre* les causes essentielles de la crise que nous subissons. Il nous suffira donc de rappeler la coupure qui n'a cessé de s'aggraver entre le peuple français et les «élites» censées le représenter et l'entraîner, plus que jamais asservies à une pensée unique obsédante, convaincue au fond d'elle-même que les Français étaient désormais incapables d'exercer un certain nombre de responsabilités majeures, qu'il était donc préférable d'abandonner à la technocratie européenne, comme le prévoyait le traité constitutionnel rejeté le 29 mai. Plus généralement, nous constatons le désarroi de l'opinion publique nationale, dramatiquement privée de repères par une mondialisation menaçante, par l'inachèvement d'une décentralisation qui n'a pas remis l'Etat à sa place, par les poussées de violence des banlieues, par les impasses du projet européen. Osons le dire : où se trouve aujourd'hui, dans un nombre significatif de domaines, la capitale de la France, à Paris ou à

Bruxelles ? Quelle est sa langue, celle de l'article 2 de la Constitution ou celle d'une pratique anglo-saxonne, complaisamment utilisée jusque dans nos administrations ?

A la vérité, au delà de la marée masochiste qui vient de submerger notre pays, on ne saurait sous-estimer, parmi les motifs de cette crise de confiance, les péripéties qui ont frappé les institutions de la République, depuis les distorsions liées aux successives cohabitations jusqu'à l'inacceptable refus du chef de l'Etat de tirer les conséquences qu'imposaient les échecs que lui avait infligés le suffrage universel en 1997, en 2003 et en 2005. Si la loi de la démocratie ne s'applique plus, à quelles valeurs peut-on désormais faire confiance ?

Pour tenter de la retrouver, nous formulerons pour l'instant deux vœux. Celui, d'abord, de mettre en œuvre un changement profond, qu'on l'appelle, ou non, «rupture», au cœur de la vie nationale ; celui, ensuite, de procéder à une relève radicale des équipes qui nous gouvernent. On pourra discuter, dans chaque cas, des meilleurs voies et moyens pour y parvenir : mais on n'échappera pas au grand débat où le peuple devra exprimer ses choix. Nous ferons tout, en ce qui nous concerne, pour que ses décisions soient à nouveau orientées par la boussole gaullienne.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“

Mais comment n'aurais-je pas appris que ce qui est salubre à la nation ne va pas sans blâmes dans l'opinion, ni sans pertes dans l'élection ?

Général de Gaulle - dernières lignes des Mémoires d'espoir, t. II.

”

NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire

Le 11 décembre 1969, Charles de Gaulle reçut André Malraux dans sa maison de Colombey. Un des points forts de l'entretien célèbre – et parfois contesté – qui se déroula alors entre eux fut le rappel, dès l'entrée de jeu, par le Général des liens qui l'unissaient à la France (1) :

« Il me regarda pesamment :

« Quand je suis parti, l'âge a peut-être joué son rôle. C'est possible. Mais vous comprenez, j'avais un contrat avec la France. Ça pouvait aller bien ou mal, elle était avec moi. Elle l'a été pendant toute la Résistance. On l'a bien vu quand je suis arrivé à Paris. Il y avait l'énorme vague qui me soutenait. Sur laquelle je dirigeais mon bateau. A Londres, j'avais vu arriver les politiciens, des militaires, des Canaques. Et puis les pauvres types, les marins de l'île de Sein : la France. Quand les Français croient à la France, oh, alors ! Mais quand ils cessent d'y croire !... Vous connaissez la phrase du pape : les Français n'aiment pas la France.

« Enfin !

La fin du contrat

« Le contrat a été rompu. Alors, ce n'est plus la peine. Le contrat était capital, parce qu'il n'avait pas de forme ; il n'en a jamais eu. C'est sans droit héréditaire, sans référendum, sans rien, que j'ai été conduit à prendre en charge la défense de la France et son destin. J'ai répondu à son appel impératif et muet. Je l'ai dit, écrit, proclamé. Maintenant, quoi ? »

Il est seul, puissamment courbé, devant la neige qui couvre l'étendue déserte : « j'ai eu un contrat avec la France... » Pourquoi dit-il : la France, et non les Français ? Pourtant, il continue :

« Les Français n'ont plus d'ambition nationale. Ils ne veulent plus rien faire pour la France. Je les ai amusés avec des drapeaux, je leur ai fait prendre patience, en attendant quoi, sinon la France ? »

(1) Malraux, *Le Miroir des Limbes*, Bibliothèque de la Pléiade, p. 616-7.

ENTRE LES LIGNES

Entre les lignes

A lire :

Michèle Alliot-Marie. *Le chêne qu'on relève*, Paris, Odile Jacob, 2005.

En empruntant le titre de son livre à la célèbre citation de Victor Hugo avec laquelle André Malraux avait voulu symboliser la fin de la présence politique du général de Gaulle, Mme Alliot-Marie a sans doute cherché à donner une suite à l'action publique du Général. Y a-t-elle réussi ?

L'ouvrage de la ministre de la Défense est, d'abord, une analyse rapide mais réfléchie et documentée des principaux problèmes qui se posent aujourd'hui au pays, parfois agrémentée du récit d'épisodes qui ont marqué sa vie parlementaire et gouvernementale. C'est ainsi que Mme Alliot-Marie s'est successivement interrogée sur les moyens de parvenir à un monde plus sûr, en rappelant les exi-

gences de la sécurité nationale et internationale ; sur les moyens pour les citoyens de «vivre ensemble», en évitant les périls du communautarisme grâce à la mobilisation des énergies individuelles et sociales ; sur les moyens pour les Français de rejeter les démons du pessimisme ambiant en valorisant, sur tous les plans, les ressources d'une politique de la volonté.

Chaque fois, les sujets sont traités consciencieusement, en bénéficiant souvent des données que les fonctions ministérielles de Mme Alliot-Marie lui ont permis de mobiliser plus aisément. Chaque fois, elle suit assez exactement, dans ses propositions relatives à la formation, à l'immigration ou à l'aide au tiers monde, la ligne commune à la classe politique, mais en s'écartant soigneusement de toute tentation de «déclinologie». Chaque fois, l'auteure se montre strictement solidaire de l'action des gouvernements auxquels elle a appartenu ou appartient encore, sans cacher l'admiration qu'elle éprouve à l'égard du président de la République.

D'où un livre très classique, où Mme Alliot-Marie ne cherche d'ailleurs pas à dissimuler qu'elle

est assez satisfaite d'elle-même... Mais qu'apporte cet ouvrage au projet qu'il semblait annoncer de contribuer au prolongement de l'ambition gaulliste en redressant «le vieux chêne» abattu en 1969 ? A vrai dire, peu de choses : quelques éloges rituels des objectifs gaulliens de la participation, de la dissuasion, de l'autorité de l'Etat, de l'indépendance nationale, et l'utilisation, ça et là, des mots de la «tribu» que Mme Alliot-Marie était bien placée pour connaître dès ses plus jeunes années. Mais rien de nouveau sur les possibilités de rajeunir ou d'approfondir, au vent de la modernité, des références gaulliennes qui méritent plus, pourtant, qu'un travail d'état-major.

C'est sans doute pour ce motif que la tentative de plusieurs proches de la ministre de la Défense d'argumenter en faveur d'un «oui gaulliste» au projet de traité européen s'est soldée par un échec cuisant. Le peuple fidèle à l'enseignement de Charles de Gaulle a préféré entendre la voix de son cœur que des raisonnements éclos sous les ors des palais officiels ■

DIALOGUES

Dialogues

1 *Où en sont les problèmes de l'Europe en ce début de 2006 ?*

La Lettre d'Argos : Tandis que la présidence autrichienne de l'Union fait un premier tour d'horizon de la situation après le décevant épisode de Tony Blair, alors que Mme Merkel commence à s'affirmer et que M. Chirac prépare ses propres propositions de relance de la construction européenne, nous nous interrogeons sérieusement sur son devenir.

Ce qui nous frappe actuellement le plus, c'est la volonté, affirmée ou indirecte, des milieux nostalgiques du traité constitutionnel européen de tourner la décision populaire, pourtant claire, du 29 mai 2005. C'est ainsi que M. Sarkozy a suggéré de faire adopter par le seul Parlement une version allégée du traité, tandis que certains de ses collègues ont envisagé de demander aux électeurs de revoter sur un texte amendé, voire même d'amener les seuls chefs d'Etat et de gouvernement à avaliser les dispositions du texte relatives à l'allongement de la durée de la présidence du Conseil de l'Union et à l'institution d'un ministre européen des Affaires étrangères – sous le fallacieux pré-

texte que ces deux dispositions n'auraient pas été contestées lors du débat de printemps dernier : ce qui est totalement faux, comme les lecteurs de notre *Lettre* et bien d'autres encore ont pu le constater... Il est vrai qu'un des défenseurs de cette étrange proposition était M. Douste-Blazy, même s'il s'exprimait à titre privé !

Il convient donc de rester vigilant. Ce n'est pas le durcissement d'un certain discours «souverainiste» qui le permettra, dont l'intransigeance ne pourra que faire le jeu des fédéralistes. L'ultracisme est toujours un défaut, souvent une faute.

2 *Que pensez-vous de la conférence de presse de M. Sarkozy le 12 janvier dernier ?*

La Lettre d'Argos : Il faut assurément distinguer le compte-rendu des activités gouvernementales du ministre d'Etat et les positions de politique intérieure que M. Sarkozy y a exposées en tant que président de l'UMP.

Sur le premier plan, on peut considérer le bilan présenté par M. Sarkozy comme positif, bien que la délinquance n'ait pas baissé dans les

proportions que certains imaginaient, avec quelque naïveté sans doute. Comme l'a cruellement montré la crise des banlieues, les causes de la violence, de l'insécurité et de l'incivilité sont trop nombreuses et souvent trop enracinées dans notre pays pour qu'une action, fût-elle conduite avec détermination, puisse accomplir, en quelques mois, des miracles.

En ce qui concerne le projet que Nicolas Sarkozy a commencé à développer au sujet des institutions de la France, nous ne pouvons qu'approuver son désir de continuer à les inscrire dans la perspective de la Ve République et sa volonté de prendre le plus de précautions possible pour éviter de retomber dans les néfastes cohabitations. Nous acceptons aussi volontiers – nous qui avons défendu avec constance le septennat – l'idée de limiter à deux quinquennats la durée des mandats présidentiels. Mais nous ne cacherons pas notre perplexité devant la proposition de M. Sarkozy d'établir un nouvel équilibre entre le président de la République et un Premier ministre réduit au rôle de simple coordinateur de la politique gouvernementale. Nous souhaitons que cette analyse soit revue, afin que la responsabilité réciproque de ces deux pouvoirs soit clairement précisée : s'agit-il, ou non, d'une approche voilée vers un régime présidentiel ? La réponse ne nous sera pas indifférente.

3 *Quelle leçon peut-on tirer des cérémonies qui ont marqué le dixième anniversaire de la mort de François Mitterrand ?*

La Lettre d'Argos : Toutes les fidélités sont honorables, et il est certain qu'avec le recul du temps, les principats de François Mitterrand – surtout le premier – permettent, sinon de justifier l'idolâtrie dont on les a entourés, du moins d'en retenir plusieurs éléments de qualité, dans un bilan au total contrasté. Nul n'a le droit, aujourd'hui, de mettre en doute le patriotisme de l'ancien Président et, en particulier, le mérite qu'il a eu à défendre avec acharnement les intérêts de la France lors de la réunification allemande, au Moyen-Orient, face à la crise de l'Union soviétique et aux prétentions déjà exorbitantes des Etats-Unis.

Mais M. Mitterrand a-t-il eu un égal sens de l'Etat, c'est-à-dire de l'intérêt général ? De nombreux actes arbitraires, proches du bon plaisir reproché à certains monarques de jadis, l'usage immodéré de la dissimulation, l'utilisation des

moyens de l'administration au profit de sa «deuxième famille» conduisent à en douter.

Il est d'ailleurs plaisant de constater, chez ce contempteur tenace du gaullisme et des gaullistes, la volonté obsessionnelle qu'il n'a cessé de manifester, de comparer son comportement et son action à la marque, déjà indélébile, laissée par le général de Gaulle dans l'Histoire : ce qui témoignait à la vérité, quoi qu'on en ait dit, d'un complexe d'infériorité permanent (et d'ailleurs justifié) à l'égard de l'homme du 18 Juin.

Il reste qu'en établissant dans la durée la gauche française au sommet des institutions de la Ve République, devenues désormais le bien commun du pays tout entier, il leur a rendu, sans le vouloir, un service majeur.

4 *Portez-vous une appréciation sur l'évolution de l'UDF ?*

La Lettre d'Argos : Nous remarquerons d'abord que l'actuelle UDF ne représente qu'une partie du rassemblement qu'avait formé M. Giscard d'Estaing en 1979 pour résister aux entreprises de M. Chirac, et qu'elle n'est que très partiellement héritière du grand courant démocrate chrétien qui, avec Maurice Schumann, Edmond Michelet, Louis Terrenoire, François Mauriac, avait illustré la politique française depuis le «Sillon» de Marc Sangnier. Il s'agit seulement, maintenant, de la descendance de M. Lecanuet, ce qui, déjà, limite fortement la légitimité historique de cette formation.

Sans doute, la volonté de François Bayrou de situer son action loin des extrêmes de la droite comme de la gauche nous paraît-elle en soi positive, propre notamment à recentrer l'actuelle majorité, qui en a bien besoin... Mais les thèmes utilisés lors du congrès des 28 et 29 janvier, la position ambiguë adoptée sur les institutions, l'adhésion persistante aux thèses fédéralistes sur l'Europe ne nous semblent pas de nature à rassembler une majorité claire et nette de l'opinion française. Ce qui est rédhibitoire dans le système politique tel qu'il s'est constitué, depuis 1969, en s'enfermant dans une dichotomie de plus en plus impitoyable. L'UDF est-elle alors condamnée à n'être qu'une formation de premier tour, vouée à l'éparpillement au second ? Aura-t-elle, au moins, la masse critique suffisante pour peser efficacement à ce moment sur les camps en présence ? Tel est le défi que lui impose la stratégie qu'elle vient d'adopter : le pari n'est pas gagné d'avance ■

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Février 2006, n° 6750